

Y. Joffe
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
RÉGIONAL
en date du 16-6-89
enregistré le 16-6-89
sous le numéro 99-190

DIRECTION RÉGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES

A R R Ê T É

portant inscription de l'église Saint-Pierre de CHAILLAC (Indre)
sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le Préfet de la Région Centre,
Préfet du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du 28 mars 1924 et n° 61.428 du 18 avril 1961 ;
- VU le décret n° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des commissaires de la République de région ;
- VU le décret n° 84.1006 du 15 novembre 1984, relatif au classement parmi les Monuments Historiques et à l'inscription sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques ;
- VU le décret n° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des Commissaires de la République de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

La Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de la région Centre entendue, en sa séance du 25 janvier 1989 ;

- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que l'église Saint-Pierre de CHAILLAC (Indre) présente un intérêt d'histoire et d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de son ancienneté et de sa qualité architecturale ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1er : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques l'église Saint-Pierre de CHAILLAC (Indre), en totalité, à l'exclusion de la sacristie, figurant au cadastre section AC sous le numéro 84 d'une contenance de 4 a 17 ca et appartenant à la commune depuis une date antérieure au 1er janvier 1956.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté, dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre chargé de la Culture, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Région.

ARTICLE 3 : Il sera notifié au Préfet du département et au maire de la commune qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Orléans le **16 JUIN 1989**

Le Préfet de région



PAUL BERNARD

